

Legation de Suisse  
 en France 1) acceptation  
 2) en circulation ✓  
 Paris, le 4 Mars 1897



XXIV. 15.

Monsieur le Président,

L'accord des six Puissances a abouti à la remise, mardi 2 Mars, de la note collective invitant la Grèce à retirer ses troupes de Crète, tout en lui donnant l'assurance que cette île ne serait plus placée sous la domination directe du Sultan. Le projet de note est arrivé dans toutes les capitales dimanche et sans concert entre eux, tous les ministres des Affaires Étrangères ont télégraphié dans la nuit leur assentiment, ce qui montre un très vif désir d'aboutir vite.

Au  
 Département politique fédéral

Berne





M<sup>r</sup>. Hanotaux ne cache pas qu'il est moins rassuré qu'il y a huit jours. Il croit que le roi Georges de Grèce, dont personne ne connaît en ce moment les intentions, et qui, même s'il voulait céder se garderait de le dire maintenant, attendra la dernière heure du délai et ne répondra pas franchement oui; il est probable qu'il tentera de discuter l'une ou l'autre des nombreuses lignes de retraite, telles qu'Union personnelle de la Grèce et de la Grèce, élection d'un des fils du Roi comme gouverneur à vie, etc. — Bien que M<sup>r</sup>. Hanotaux ne cache pas qu'il soit plus inquiet cette semaine, il ajoute que tous les télégrammes sur les prétendues batailles et les prétendues massacres sont exagérés dans des proportions



fantastiques à Athènes; les garnisons turques massacrées, les villages dont toutes les femmes ont été outragées n'existent à peu près pas. Si la situation devait se prolonger (l'avant-dernière insurrection crétoise avait duré six ans); il ne faudrait pas songer à occuper l'île, mais seulement à occuper les 4 ou 5 villes de la côte, ce qui suffira à la longue pour réduire les habitants de l'intérieur malgré leur habitude séculaire d'échanger des coups de fusil et de se couper le nez ou les oreilles de village à village.

L'Ambassadeur d'Italie, que j'ai rencontré hier chez M. Hanotian, se déclare nettement pessimiste; si le roi de Grèce envoie promener les Puissances, l'opinion publique européenne s'opposera dans plusieurs pays à une action militaire contre les Grecs. Quant au rétablissement de l'ordre en



Grèce, où règne la plus parfaite anarchie (M. Hanotant dénie toute importance à la mutinerie des gendarmes à la Canée), le minimum de troupes à envoyer serait 18.000 hommes, ce qui, à 2.000 fr. par tête comme frais de transport avec tous les impedimenta, fait une première mise de fonds de 36 millions; en outre, le seul séjour des flottes sur la côte de Grèce coûte des sommes considérables, car les chaudières des cuirassés s'usent vite.

L'ambassadeur d'Allemagne a l'impression que la situation devient sérieuse: le roi de Grèce est sans racine; comme il s'est mal conduit vis-à-vis des Puissances, il serait fort mal reçu en Europe dans le cas où son peuple le mettrait à la porte; il y a donc des chances pour qu'il refuse de retirer de Grèce les troupes grecques et pour qu'il persiste dans la politique de casse-cou. La topographie de la Grèce est telle que ce



serait déraisonnable aux Prussiens d'occuper les  
 montagnes de l'île. Les Turcs massent effectivement  
 des troupes à Salonique et au nord de l'Olympe, et  
 il n'est pas impossible du tout que ces troupes en-  
 viennent à un conflit armé sur terre avec les Grecs.  
 L'opinion parlementaire en Angleterre, France et  
 Italie exigera alors qu'on ne laisse pas écraser la  
 Grèce, et à ce moment le concert européen passera  
 un mauvais quart d'heure; mais de là à une  
 guerre européenne, il y a extrêmement loin; il est  
 à craindre que les Italiens n'aient certaines  
 ambitions, soit en Grèce, soit en Albanie; il est à  
 craindre que Prussiens et Anglais, à contre-cœur  
 et en résignant, commettent l'erreur de se  
 laisser prendre dans l'engrenage. Ce qui est certain,  
 c'est que l'Allemagne ne bougera pas, et la France  
 n'a pas plus envie de bouger que l'Allemagne.



Il est possible aussi qu'on réussisse à trouver des solutions intermédiaires : à chaque jour suffit sa peine.

L'Ambassadeur d'Autriche estime que la situation est dominée par deux points : l'Autriche ne peut à aucun prix consentir à ce que la Grèce s'annexe des territoires ottomans sous le prétexte que des populations de langue grecque sont mécontentes de la domination turque ; il y a en Transylvanie des populations de langue romaine qui se prétendent persécutées, en Bohême ou dans le Trentin, des gens qui préféreraient être Saxons ou Italiens ; une telle extension de l'idée de nationalité rencontrera l'opposition <sup>directe</sup> de l'Autriche-Hongrie au projet de la Grèce. Un second point est qu'à la suite des actes de violence dont le Sultan s'est rendu coupable depuis deux ans, il n'est plus possible de remettre les



Brétois sous le joug direct du Sultan. Conclusion: l'autonomie de la Grèce s'impose, et l'Autriche a eu la satisfaction de voir l'Europe affronter complètement les deux points de son programme. On ne désire nullement, à Vienne, une extension au delà des frontières actuelles de la Bosnie et de l'Herzégovine, parce qu'on serait obligé d'annexer des populations presque exclusivement slaves, ce dont on ne veut absolument pas à Buda-Pesth. Le roi Georges de Grèce est un assez vilain monsieur, dont la conduite privée est déplorable, malgré son âge et sa charmante femme; c'est un caractère torturé et nul ne peut dire ce qu'il fera d'ici à huit jours. Malgré les ambitions que l'Italie peut avoir en Albanie et en Grèce, malgré les grosses difficultés que pourra faire naître l'attitude du roi Georges, qui n'a plus rien à perdre, il ne faut nullement considérer la paix européenne



comme compromise. On ne veut pas la guerre, dans le sens  
 de grande guerre entre grandes Puissances. Si l'Ambassadeur  
 russe à Constantinople, de Nélidoff, la désire peut-être,  
 Mouravieff ne la désire pas encore à St-Petersbourg et  
 c'est sur l'Asie que le jeune Empereur Nicolas porte  
 ses regards. Il y a un point fixe et fondamental qui  
 faut conserver comme boussole, c'est la volonté de  
 l'Empereur d'Allemagne de ne pas lancer l'Allemagne  
 dans une guerre; cette volonté pacifique de Guillaume II  
 est certaine et a été déclarée dans les termes les plus  
 catégoriques à un membre de la famille de l'ambassadeur  
 austro-hongrois à Paris, qui a dîné il y a peu  
 de jours chez l'Empereur allemand et y a été  
 retenu pendant deux heures. L'Empereur  
 d'Autriche a de son côté la conviction que si lui  
 aussi se tient fermement collé à l'Allemagne  
 pour assurer la non-participation de leurs  
 deux Etats à une guerre, cela constitue politiquement,



militairement, financièrement, au centre de l'Europe, une masse pacifique tellement puissante que les autres n'oseraient pas tirer le canon. S'ils le faisaient et s'ils s'affaiblissaient par une lutte d'une certaine durée, l'union austro-allemande en serait d'autant plus forte, et cette seule considération doit suffire à les retenir, qu'ils soient Italiens, Français, et même Anglais et Russes. Tout cela n'empêche pas les difficultés d'exister et d'être fort graves et on les traitera successivement le moins mal que l'on pourra; il est évident que le concert européen est une machine peu propre à l'action, insuffisamment outillée et peu digne d'admiration; quand on aura liquidé le moins mal possible l'affaire crétoise et l'affaire grecque, il faudra se mettre avec une grande énergie et sans retard à peser sur le Sultan; tout cela peut durer des mois, des



années, avec des incidents, les uns périls, les autres grâces, avec une Europe où l'on ne sent pas la main dirigeante d'un grand homme, mais rien ne prouve qu'il soit impossible de prolonger la paix et au pis aller de localiser la guerre, tant que les empires d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie seront fermement résolus — comme ils le sont — de s'abstenir de toute participation aux hostilités.

Veillez m'excuser, Monsieur le Président, de vous avoir rapporté avec tant de détails cette conversation avec l'Ambassadeur Wolkenstein. Si je l'ai fait, c'est parce que cette conversation résume mon impression personnelle : situation sérieuse, grave, perspective d'une longue suite de difficultés en Balcans, en Grèce, en Turquie; moyens médiocres pour combattre ces difficultés; désir vague de l'Italie, de la Russie et de l'Angleterre de profiter de ces



difficultés pour satisfaire leurs ambitions; désir incontestable  
de la France de ne pas se laisser entraîner à sortir de la  
paix; Volonté de l'Allemagne et de l'Autriche de ne pas  
prendre part à une guerre et par suite, désir des trois autres  
Puissances de tout faire pour l'éviter, en cherchant  
au jour le jour les solutions les moins mauvaises possible.

Agéez, Monsieur le Président, les assurances  
de ma très haute considération.

Le Ministre de Suisse

Lardy